

Accès à l'énergie pour tous

Hausse de prix, coupures, privation... De plus en plus de citoyens sont concernés par des difficultés d'accès à l'énergie. Autant de réalités qui mettent à mal des besoins pourtant vitaux : se chauffer, s'éclairer, cuisiner ou encore s'informer. Par ailleurs, les consommations grandissantes en énergie impactent la planète. Croiser les enjeux sociaux et environnementaux est donc plus que nécessaire.

Plus de 30% des Wallons sont touchés par la précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils ont des difficultés à répondre à leurs besoins en énergie. Plus de 9000 coupures ont lieu chaque année en Région wallonne, sans parler des coupures engendrées par le système des compteurs à budget¹ et pour lesquelles nous ne disposons pas de données.

Ces réalités doivent néanmoins composer avec une interpellante raréfaction des ressources. La diminution des consommations d'énergie et de notre impact sur la planète devient de plus en plus urgente.

Concilier ces enjeux, c'est le défi que s'est donné le Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie (RWADE), composé d'organisations sociales, syndicales, environnementales, de consommateurs, de lutte contre la pauvreté et d'éducation permanente². Ensemble, elles défendent la concrétisation d'un droit à l'énergie pour tous et veillent à la prise en compte des enjeux environnementaux, notamment liés à la diminution des émissions de CO₂.

Pour y parvenir, les économies d'énergie sont le meilleur moyen d'agir. En la matière, la modification de nos comportements (changer les ampoules, mettre un couvercle sur la casserole, etc.) est un des aspects souvent mis en avant. Néanmoins, contrairement à de nombreuses idées reçues, plus on a de revenus, plus on consomme. Et inversement. Cette vérité statistique remet en cause les préjugés et montre combien les ménages précarisés sont en général les premiers à consentir des efforts pour limiter leur consommation.

De plus, ces efforts comportementaux ont globalement peu d'impact sur la facture énergétique quand le logement est mal isolé. Ce qui est souvent le cas lorsqu'on a peu de revenus. La qualité des logements est bien l'élément central.

Concernant la performance énergétique des logements, le système de primes et de prêts à taux zéro bénéficie majoritairement aux ménages plutôt aisés et aux propriétaires. Il convient de renverser cette tendance et de faire des ménages précarisés la cible prioritaire des soutiens publics à l'amélioration de la performance énergétique des logements. Pour ce faire, il faudra aller chercher les ménages qui ne se tourneront pas spontanément vers ce type de démarche et les accompagner tout au long de leur projet.

Les pouvoirs publics devront aussi immanquablement prendre à bras-le-corps l'enjeu de la rénovation du parc locatif privé, dans lequel on retrouve à la fois les ménages les plus fragiles mais aussi les logements les moins performants.



Autre exemple : la tarification. Actuellement, plus la consommation d'électricité est importante, moins cher on paie son kWh. Les tarifs sont donc dégressifs. Cela signifie par exemple qu'un ménage qui consomme en moyenne 600 kWh par an paie son kWh 33 cents l'unité, tandis qu'un ménage consommant 7500 kWh se voit, lui, facturer son kWh à seulement 20 cents.

Renversons dès lors la tendance avec une tarification progressive et solidaire de l'électricité ! Concrètement, il s'agirait de garantir aux ménages une consommation de base à un prix peu élevé, financée par ceux qui consomment plus et paient plus cher les kWh supplémentaires consommés. Cette mesure est avant tout socialement juste et redistributive. Elle envoie également un message environnemental puisque, tout en garantissant une consommation de base à bas prix, elle défavorise la surconsommation.

Enfin, c'est essentiel, il nous semble indispensable de garantir aux citoyens des espaces leur permettant d'exercer leur citoyenneté en matière d'accès à l'énergie. Trop souvent, les débats sur les politiques énergétiques restent l'apanage de techniciens et d'économistes. Pourtant cela nous concerne tous de près ! L'appropriation des enjeux énergétiques, la « capacitation » et la mobilisation des citoyens autour de projets collectifs, solidaires et veillant à concrétiser le droit de chacun au logement décent doivent se construire au plus vite. C'est là un défi éducatif de premier plan.

Aurélie CIUTI,
Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie

¹ Le compteur à budget est un compteur qui fonctionne avec un système de prépaiement. Les usagers de ce compteur disposent d'une carte qu'ils doivent recharger afin de pouvoir consommer de l'électricité ou du gaz. A défaut de crédit sur leur carte, les compteurs sont coupés jusqu'au prochain rechargement.

² Le RWADE est composé de la FGTB, la CSC, du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, d'Inter-Environnement Wallonie, des Equipes populaires, du MOC, d'Empreintes, de Revert, de Solidarités nouvelles, du Réseau lDée et de la Fédération des centres de services sociaux. Plus d'infos : www.rwade.be